

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241018-11249A-DE-1-1
Date de télétransmission : 25/10/2024
Date de réception préfecture : 25/10/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 18 OCTOBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur BARBARIN, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Madame SAVESTE.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur BARBARIN, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur BAUDE qui a donné pouvoir à Monsieur GLORIAN, Monsieur DHAUSSY qui a donné pouvoir à Monsieur MALFAIT, Monsieur DUBREUCQ qui a donné pouvoir à Monsieur BARBARIN, Madame MENU qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur DUCRON.
Madame LEFEBVRE, Monsieur PILCH.

Avenant n° 1 au 5ème Plan de Concertation Locative

Direction des politiques locales
Rapporteur : Mme [REDACTED]

Le 5^{ème} Plan de Concertation Locative a été validé lors du Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat le 17 mars 2023 (annexe 1).

Ce nouveau Plan de Concertation Locative a recueilli préalablement l'approbation de deux associations de locataires : l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir Artois et l'INDECOSA CGT le 1^{er} mars 2023.

Le Plan de Concertation Locative prévoit, conformément à l'article 44 bis de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986, la composition du Conseil de Concertation Locative ainsi que son organisation et son fonctionnement.

I – COMPOSITION DU CONSEIL DE CONCERTATION LOCATIVE

Le Conseil de Concertation Locative est actuellement composé :

➤ Pour les associations de locataires :

- De deux représentants par association, locataires de Pas-de-Calais habitat, auxquels pourra s'adjoindre un expert par association ;

Il s'agit :

- des associations siégeant à la Commission Nationale de Concertation,
- des associations siégeant au Conseil National de l'Habitat,
- des associations siégeant au Conseil National de la Consommation,
- des représentants des associations de locataires ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés aux dernières élections des représentants des locataires.

- De cinq administrateurs représentant des locataires, élus aux élections du 2 décembre 2022.

➤ Pour le bailleur :

- Du Directeur général ou son représentant,
- D'un représentant titulaire et un représentant suppléant membres du Conseil d'administration, hors représentants des locataires, par association de locataires présentes sur le patrimoine,
- D'experts et de techniciens selon les sujets mis à l'ordre du jour

II – LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE CONCERTATION LOCATIVE

Le plan de concertation locative stipule que « *la présidence du conseil est assurée en alternance pour une durée d'un an, soit par un des représentants des locataires, soit par un administrateur membre du Conseil de Concertation Locative représentant le bailleur. Un vice-président du collège opposé à celui du président sera nommé.* »

Il est proposé de préciser par un avenant au plan de concertation locative (annexe 2) les modalités de désignation du président et du vice-président et de rompre avec l'usage d'élire le président ou vice-président représentant du bailleur en réunion du Conseil d'administration.

L'avenant prévoit une élection, au sein du Conseil de Concertation Locative, par les membres du collège bénéficiant de la présidence ou vice-présidence.

Cet avenant a été présenté aux membres du Conseil de Concertation Locative réuni le 4 octobre 2024.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ valident l'avenant au 5^{ème} Plan de Concertation Locative tel que figurant en annexe et autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée à le signer.

Décision adoptée à l'unanimité

ANNEXE 1

Avenant n°1 au 5ème Plan de Concertation Locative

En page 5, sous-chapitre 2 du plan de concertation locative portant sur l'organisation et le fonctionnement :

a) La présidence

La présidence du conseil est assurée en alternance pour une durée d'un an, soit par un des représentants des locataires, soit par un administrateur membre du C.C.L. représentant le bailleur.

Un vice-président du collège opposé à celui du président sera nommé.

La présidence suivant la validation de ce plan sera assurée par une association de locataires.

Il est ajouté à la fin de ce paragraphe :

« A période anniversaire, le président et le vice-président sont élus en réunion du Conseil de Concertation Locative par les membres du conseil présents ou représentés.

Les candidatures sont portées à la connaissance des membres du conseil avant le vote en séance ; seuls les membres du collège éligibles en application du 1^{er} alinéa du présent a) peuvent être candidats respectivement à la présidence et à la vice-présidence.

L'élection du président et du vice-président se fait à main levée par les membres éligibles de chacun des collèges devant assurer la future présidence ou vice-présidence ; le scrutin peut se dérouler à bulletin secret à la demande d'un seul membre présent du collège concerné par l'élection.

Chacun des scrutins se déroule à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité de voix entre deux candidats, le mandat revient au plus âgé. »

c) Les délibérations et le vote

S'agissant d'un organe consultatif, le conseil émettra un avis et des recommandations qui n'auront pas valeur décisionnelle.

Il est ajouté à la fin de ce paragraphe :

« Les membres du conseil peuvent donner pouvoir à un autre membre du même collège, chaque membre ne pouvant recevoir qu'un seul pouvoir. »

☐ **Validation de l'avenant n°1 du 5ème Plan de Concertation Locative :**

Les associations de locataires réunies en Conseil de Concertation Locative le 4 octobre 2024 ont pris connaissance du projet d'avenant n°1 du 5ème Plan de Concertation Locative ; celui-ci a été présenté en Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat le 18 octobre 2024 pour validation et date d'entrée en vigueur.

☐ **Approbation de l'avenant n°1 du 5ème Plan de Concertation Locative par les associations de locataires :**

Les associations de locataires ont été invitées à signer l'avenant n°1 du 5ème Plan de Concertation Locative le 18 octobre 2024, après sa validation par le Conseil d'administration réuni ce jour.

Les autres paragraphes et articles du Plan de Concertation Locative demeurent inchangés.

Fait à Arras, le 18 octobre 2024

Pour la Confédération Nationale du Logement,	Pour la Confédération Syndicale des Familles
Pour l'association Consommation Logement et Cadre de Vie	Pour l'Association Force Ouvrière Consommateur
Pour la Confédération Générale du Logement	Pour l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir Artois
Pour l'INDECOSA CGT	

☐ **Signature de l'avenant n°1 du 5ème Plan de Concertation Locative :**

Pour Pas-de-Calais habitat



2023

5^{ÈME} PLAN DE CONCERTATION LOCATIVE

INTRODUCTION	3
PRÉAMBULE	3
1 - Rappel des textes	3
2 - Genèse du nouveau plan	3
LE PLAN DE GESTION LOCATIVE	4
1 - Les principes du plan	4
2 - Les champs de compétence de la concertation	4
3 - La durée et le bilan du plan	4
4 - La validation du plan	4
LE CONSEIL DE GESTION LOCATIVE	5
1 - La composition du Conseil de Concertation Locative	5
2 - L'organisation et le fonctionnement	5
LES MOYENS MATÉRIELS ET FINANCIERS	6
LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	7
LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE CONCERTATION LOCATIVE	8

INTRODUCTION

La mise en place d'un Plan de Concertation Locative (P.C.L.) et des Conseils de Concertation Locative qui en découlent, constituent une obligation instituée par la loi S.R.U. (Solidarité Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000.

Le premier Plan de Concertation Locative a été adopté par le Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat le 22 février 2002.

Il a ensuite fait l'objet d'une nouvelle négociation : le deuxième plan a été validé par le Conseil d'administration du 21 mai 2004. Celui-ci a été reconduit périodiquement, et ceci dans l'attente de l'élaboration d'un document type.

Pas-de-Calais habitat s'est inspiré pour la rédaction de son 3ème Plan de Concertation Locative, du cadre de référence rédigé par l'Union Sociale pour l'Habitat et des fédérations qui la composent, et par les associations de locataires.

Ce plan a été validé par le Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat du 24 juin 2016.

Suite aux élections des représentants des locataires du 14 décembre 2019, une révision du Plan de Concertation Locative a fait l'objet d'une nouvelle version, dans le respect de la loi égalité citoyenneté du 27 janvier 2017.

Ce 4ème plan a été validé par délibération du Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat du 27 mars 2020.

Les dernières élections des représentants des locataires se sont déroulées le 2 décembre 2022.

A la suite de quoi, il convenait de procéder à une nouvelle révision du plan.

PRÉAMBULE

1/RAPPEL DES TEXTES

La loi n° 2000-1208 du 12 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (S.R.U.) a modifié la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 dans le but de favoriser et de développer la concertation de locataires.

La loi ne se substitue pas aux prérogatives reconnues aux associations de locataires par la loi de 1986.

La loi égalité citoyenneté du 27 janvier 2017 a apporté des modifications notamment aux articles 42 et suivants.

Ainsi, l'article 44 bis précise que : « **les bailleurs** des secteurs locatifs mentionnés aux troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 41 **ter** **sont tenus d'élaborer, avec les représentants des associations de locataires** présentes dans le patrimoine du bailleur affiliées à une organisation siégeant à la Commission Nationale de Concertation, au Conseil National de l'Habitat ou au Conseil National de la consommation, les représentants des associations de locataires ayant obtenu 10% des suffrages exprimés aux dernières élections et les administrateurs élus représentants des locataires, **un plan de concertation locative** couvrant l'ensemble de leur patrimoine ».

2 / GENÈSE DU NOUVEAU PLAN

Conformément au texte réglementaire précité, il convient d'acter la participation, en qualité de membres du Conseil de Concertation Locative :

- Des associations nationales siégeant à la Commission Nationale de Concertation, au Conseil National de l'Habitat ou au Conseil National de la consommation présentes dans le patrimoine de Pas-de-Calais habitat : A.F.O.C., C.G.L., C.L.C.V., C.N.L., la C.S.F, INDECOSA CGT, UFC Que Choisir Artois,
- Des associations de locataires : U.F.C. Que Choisir Artois, la C.S.F., C.G.L. et C.L.C.V. en tant qu'association ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés aux élections des représentants des locataires du 2 décembre 2022,
- Des administrateurs locataires élus le 2 décembre 2022 : Françoise DUHEN et Cathy BRAS (U.F.C. Que Choisir Artois), Cécile DE-FLANDRE (la C.S.F.), Danielle GAILLARD (C.G.L.), Jean-Jacques CAGIN (C.L.C.V.).

Ces participants ont été conviés par le bailleur à un séminaire de travail les 24 et 30 janvier 2023, afin de formaliser ce nouveau plan de concertation.

TP GG JS

LE PLAN DE CONCERTATION LOCATIVE

1 / LES PRINCIPES DU PLAN

(art.44 bis de la loi du 23 décembre 1986)

Le Plan de Concertation Locative se négocie au niveau de l'organisme H.L.M.

Le Plan de Concertation Locative, validé par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance du bailleur, définit les modalités pratiques de la concertation applicables aux immeubles ou aux ensembles immobiliers de leur patrimoine. Il précise notamment les règles destinées à formaliser les relations locatives locales, instaure un ou plusieurs Conseils de Concertation Locative dont il peut prévoir la composition et les moyens matériels et financiers attribués aux représentants des locataires pour exercer leurs fonctions dans ce cadre.

Le plan fait l'objet de bilans et de révisions périodiques, dans les conditions qu'il définit, entre les partenaires visés.

Ainsi, le Plan de Concertation Locative :

- Instaure le nombre de réunions du Conseil de Concertation Locative, instance de la concertation,
- Prévoit des moyens adaptés afin de permettre aux associations d'organiser la concertation avec les locataires, et ceci dans l'objectif d'améliorer la concertation,
- Définit les conditions d'établissement de son bilan et de sa révision.

2 / LES CHAMPS DE COMPÉTENCE DE LA CONCERTATION

Pas-de-Calais habitat organise régulièrement des concertations avec les locataires (enquêtes, rencontres...) afin d'améliorer le dialogue que nous voulons permanent avec ceux-ci.

L'objectif de l'Office est l'amélioration continue des conditions de vie dans les logements et du cadre de vie.

Le Plan de Concertation Locative de Pas-de-Calais habitat couvre l'ensemble du patrimoine de l'office. Il permet au Conseil de Concertation Locative d'être consulté sur :

- La gestion locative des immeubles,
- La concertation sur toute opération de construction-démolition ou d'amélioration ayant notamment une incidence sur le loyer ou les charges,
- Le cadre de vie et la vie en collectivité.

Par ailleurs, il est convenu d'informer les représentants des locataires élus au Conseil d'Administration ainsi que les associations présentes sur son patrimoine, en les conviant aux réunions de concertation que l'Office organise sur l'ensemble de son territoire, en dehors des réunions du Conseil de Concertation Locative.

3 / LA DURÉE ET LE BILAN DU PLAN

Le Plan de Concertation Locative est conclu pour une durée de validité expirant à la date des prochaines élections des représentants des locataires au Conseil d'administration de l'Office.

Un bilan du plan est fait à l'issue de cette période et transmis au Conseil d'administration. Toutefois des révisions sont possibles en fonction du bilan annuel du Conseil de Concertation Locative.

4 / LA VALIDATION DU PLAN

Le projet du nouveau Plan de Concertation Locative doit recueillir l'approbation d'au moins une des associations de locataires, membre du Conseil de Concertation Locative.

Le projet du nouveau Plan de Concertation Locative fera ensuite l'objet d'une présentation au Conseil d'administration pour validation.

Si l'approbation d'au moins une des associations de locataires n'est pas recueillie, les points d'accord et de désaccord seront mentionnés explicitement dans le projet de plan qui sera soumis au Conseil d'administration. Ce plan sera valable un an.

Pendant cette période d'un an, les partenaires tenteront à nouveau d'aboutir à un accord. En cas de constat de carence, celui-ci fera l'objet d'une délibération du Conseil d'administration.

LE CONSEIL DE CONCERTATION LOCATIVE

C'est dans le Plan de Concertation Locative que se définissent la structuration et l'organisation des réunions du Conseil de Concertation Locative : la loi n'impose aucun modèle.

Les participants à la révision du Plan de Concertation Locative de Pas-de-Calais habitat ont souhaité rappeler que le Conseil de Concertation Locative est un lieu d'échanges constructifs dans le respect de chacun.

Le Conseil de Concertation Locative ne se substitue pas aux organes dirigeants de l'office et à ses débats ; c'est l'outil de mise en œuvre du Plan de Concertation Locative.

1/ LA COMPOSITION DU CONSEIL DE CONCERTATION LOCATIVE

Ce sont les représentants désignés dans l'article 44 de la loi du 23 décembre 1986 et repris dans l'article 193 de la loi S.R.U. qui composent le conseil auxquels s'adjoignent des représentants du bailleur.

Le Conseil de Concertation Locative de Pas-de-Calais habitat est composé :

Pour les associations de locataires

- De deux représentants par association, locataires de Pas-de-Calais habitat, auxquels pourra s'adjoindre un expert par association ;

Il s'agit :

- des associations siégeant à la Commission Nationale de Concertation,
- des associations siégeant au Conseil National de l'Habitat,
- des associations siégeant au Conseil National de la Consommation,
- des représentants des associations de locataires ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés aux dernières élections des représentants des locataires.

Leur désignation est faite auprès du bailleur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception tel que le définit l'article de loi précédemment cité, ou remise en mains propres auprès de la Direction des Politiques Clients et Solidarité.

Tout changement de nomination devra être porté à la connaissance de Pas-de-Calais habitat.

- Des cinq administrateurs représentant des locataires, élus aux élections du 2 décembre 2022.

Pour le bailleur

- Du Directeur général ou son représentant,
- D'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant, hors représentants des locataires, par association de locataires présentes sur le patrimoine,
- Selon les sujets mis à l'ordre du jour, d'experts et de techniciens.

La liste des membres représentant le bailleur au C.C.L. sera validée par le Conseil d'administration du 17 mars 2023.

La durée du mandat des représentants des locataires est fixée pour la durée du plan.

La perte de la qualité de locataire entraîne la perte de la qualité de membre du conseil en tant que représentant des locataires.

2/ L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT

a) La présidence

La présidence du conseil est assurée en alternance pour une durée d'un an, soit par un des représentants des locataires, soit par un administrateur membre du C.C.L. représentant le bailleur.

Un vice-président du collège opposé à celui du président sera nommé.

La présidence suivant la validation de ce plan sera assurée par une association de locataires.

b) Le secrétariat

Il est assuré gracieusement par l'office.

c) Les délibérations et le vote

S'agissant d'un organe consultatif, le conseil émettra un avis et des recommandations qui n'auront pas valeur décisionnelle.

d) Les réunions

Le conseil se réunit à 4 reprises durant l'année, sur convocation de son président. Un calendrier sera annuellement défini en fin d'année.

En cas de besoin, un conseil supplémentaire pourra être organisé durant l'année.

Par ailleurs, des groupes de travail peuvent être organisés pour des thématiques, des sujets précis et d'autres sujets d'actualité.

L'ordre du jour est établi d'un commun accord lors de la réunion précédente par les membres du C.C.L. Par nécessité ou urgence, d'autres points peuvent être ajoutés à celui-ci.

65 15

L'invitation et l'ordre du jour accompagnés des documents de travail, seront envoyés par voie dématérialisée, 15 jours avant la tenue du conseil ; les associations auront été préalablement sollicitées afin de déposer les questions diverses, portant sur des sujets d'intérêt collectif, qu'elles souhaitent mettre à l'ordre du jour.

Le projet de relevé de décisions de la réunion sera transmis aux membres du C.C.L. dans les 15 jours suivant la tenue de la réunion ; il sera validé lors de la réunion suivante.

L'établissement du calendrier de l'année N+1 sera présenté lors du dernier conseil de l'année N.

Un bilan qualitatif et quantitatif de l'année N sera présenté lors du 1er C.C.L. de l'année N + 1.

Il pourra faire l'objet, si besoin, d'une révision du plan.

LES MOYENS MATÉRIELS ET FINANCIERS

La loi du 23 décembre 1986 prévoit dans l'article 44 Bis, la mise à disposition pour les représentants des locataires, de moyens matériels et financiers, afin d'exercer leur fonction dans le cadre du Plan de Concertation Locative.

Conformément à la loi égalité citoyenneté, Pas-de-Calais habitat prévoit un budget à effet rétroactif au 1er janvier 2023 de 2 € par logement (base de 40 050 logements au 1er janvier 2023, révisée au 1er janvier de chaque année).

Cette somme est répartie entre les associations de représentants des locataires en fonction des résultats obtenus aux élections du 2 décembre 2022 à savoir :

• UFC QUE CHOISIR ARTOIS :	47.05%
• CSF :	13.78%
• CGL :	11.95%
• CLCV :	11.91%
• CNL :	9.76%
• AFOC :	5.55%

Chaque association fera parvenir à la Direction des Politiques Clients et Solidarité de l'Office, au plus tard le 31 mars de chaque année, son plan d'action pour l'année en cours.

Le versement de 70% du montant de la subvention sera effectué dès la négociation du nouveau plan de concertation locative et sa validation par le Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat.

Ce premier versement se fera au plus tard le 31 janvier, les années suivantes.

Dès réception du bilan qualitatif et quantitatif des moyens utilisés, envoyé par une association, au plus tard avant le 10 janvier de l'année N+1, le versement des 30% restant de la subvention lui sera versé.

Il convient de rappeler que les moyens alloués le sont en direction des locataires de l'Office.

Ces moyens financiers attribués concernent :

Les frais de fonctionnement de la concertation :

les frais des membres du C.C.L. sur la base du régime d'indemnisation allouée aux administrateurs de Pas-de-Calais habitat (frais de déplacement, pertes de salaire, vacations), mais aussi les frais d'impression, documentation, téléphone, internet....

Les frais de fonctionnement permettant à chaque association d'assumer son rôle de relais auprès de l'ensemble des locataires

(Ex : prise en charge de la réalisation d'enquêtes auprès des locataires, de supports d'information et de communication...),

Les frais de formation des représentants des associations de locataires,

Le financement de projets/actions dont l'objet correspond aux objectifs du C.C.L. et couvrant le champ de compétence du P.C.L. (ex : la prestation auprès des locataires d'un expert, d'un formateur, d'un intervenant dans les domaines du Mieux Vivre Ensemble, du développement durable, de la maîtrise des charges, du tri sélectif... Ou toutes actions collectives associant les locataires et tous projets d'animation au profit des habitants pour développer la vie sociale et améliorer le lien social). Plusieurs associations peuvent décider de se regrouper autour d'un même projet : les crédits des associations pourront être mutualisés pour assurer le financement de la mise en œuvre du projet commun).

Ces dépenses feront l'objet d'un fléchage :

les associations s'engagent à présenter des justificatifs de l'ensemble de leurs dépenses attachées à leur subvention.

S'il advenait qu'une association présente un trop perçu sur l'année, celle-ci s'engage à restituer cette somme à Pas-de-Calais habitat.

En cas de non remboursement avant le 10 janvier de l'année N+ 1, ce trop perçu sera décompté des 70% à recevoir pour l'année N+1.

LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations collectées par Pas-de-Calais habitat dans le cadre de ses obligations légales, font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion des Conseils de Concertation Locative.

Ces données pourront être communiquées aux services de contrôle internes et externes, administrations et collectivités territoriales, greffe du tribunal de commerce, journaux d'annonces légales et à l'Union sociale pour l'Habitat.

Les données seront conservées pendant 5 ans à l'issue du mandat.

Par ailleurs, les réunions du Conseil de Concertation Locative font l'objet d'un enregistrement audio ayant pour finalité la rédaction des relevés de décision. Ces enregistrements seront supprimés après approbation du procès-verbal.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les membres du Conseil de Concertation Locative disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, de rectification, de suppression, de limitation du traitement, de portabilité.

Les membres peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données à caractère personnel après leurs décès.

Les membres peuvent, pour des motifs tenant à leur situation, s'opposer au traitement des données les concernant.

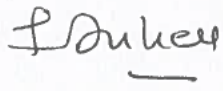
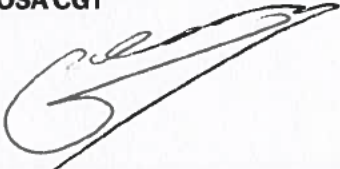
Pour exercer leurs droits, les membres adressent leur demande en justifiant de leur identité par mail à dpo@pasdecalais-habitat.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 4 avenue des Droits de l'homme, CS20926, 62022 ARRAS Cedex.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, les membres ont le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE CONCERTATION LOCATIVE

☐ **Approbation du Plan de Concertation Locative par les associations de locataires :**

Fait à Arras, le 1^{er} mars 2023, préalablement au Conseil d'administration

Pour la Confédération Nationale du Logement,	Pour la Confédération Syndicale des Familles
Pour l'association Consommation Logement et Cadre de Vie	Pour l'Association Force Ouvrière Consommateur
Pour la Confédération Générale du Logement	Pour l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir Artois 
Pour l'INDECOSA CGT 	

☐ **Validation du Plan de Concertation Locative :**

Le Plan de Concertation Locative sera délibéré lors du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat du 17 mars 2023 pour validation et date d'entrée en vigueur.

☐ **Signature du Plan de Concertation Locative par le bailleur :**

Pour Pas-de-Calais habitat


☐ **Installation du Conseil de Concertation Locative :**

Le Conseil de Concertation Locative pourra fonctionner dans sa nouvelle composition conformément au présent Plan de Concertation Locative dès sa validation par le Conseil d'Administration.

Pas-de-Calais
habitat